

## France Algérie : les vieilles peurs et l'avenir

Il risque d'arriver à notre génération de travailleurs ce qu'il était arrivé à celle de nos parents dans les années 1950 avec le problème algérien. Les gouvernements de l'époque avaient réussi à faire croire que c'était la France qui était "agressée" quand des Algériens ont entamé la lutte pour l'indépendance. Ils avaient réussi à camoufler que "la France" en question n'était que des privilégiés, colons ou capitalistes. Les idées racistes s'étaient développées.

Les jeunes l'ont payé par une guerre qui a duré 8 ans. Ils ont été deux millions à devoir y aller, avec un service militaire porté à 30 mois. Les autres l'ont payée financièrement, car cette guerre a coûté 50 milliards de francs. Et tous l'ont payé en devant subir un régime fort, celui de De Gaulle, venu pour "résoudre" le problème algérien. Il faudra un Mai 1968 pour déstabiliser son régime.

Surtout, un fossé de peur ou de méfiance a été créé entre nos populations, fossé dont seuls les riches ont su jouer et profiter. Notre génération entend aujourd'hui depuis des années les discours de ceux qui expliquent que les travailleurs algériens prennent la place des français, qu'ils sont des favorisés. Et Pasqua continue d'entretenir le même fossé en faisant quadriller Paris par ses flics à la recherche de terroristes intégristes, nous dit-il.

Mais nous serions bien naïfs de croire ces discours et ces gens. L'Etat français qui a longuement pleuré ses gendarmes morts à Alger ne montre pas la même émotion quand c'est le gouvernement algérien qui étripe sa population : plusieurs milliers de prisonniers politiques remplissent les prisons, près d'une centaine d'opposants, et pas seulement des intégristes, sont abattus chaque mois en Algérie par la police et par l'armée. Alors ce n'est sûrement pas un défenseur de la démocratie qu'est le gouvernement français en Algérie.

Si Pasqua, Balladur et Mitterrand soutiennent le général dictateur algérien Zéroual face à ses opposants, c'est qu'au moins ils sont sûrs que celui-ci accepte les conditions françaises, et ne va pas trop chercher ailleurs, côté américain par exemple. Et c'est d'ailleurs pourquoi les Américains, qui lor-

gnent sur les anciennes possessions françaises, peuvent de leur côté s'accommoder du FIS.

Si le gouvernement français tient à préserver la "présence française", ce n'est pas pour défendre Victor Hugo face à la barbarie intégriste. Les Français que connaissent les Algériens sur place, ils s'appellent Total, Peugeot ou Gaz de France. Trente ans après l'indépendance, la présence de nos requins capitalistes assure encore à la France la place de premier fournisseur, premier client et premier créancier.

En mars dernier, c'est un français qui est apparu au journal télévisé algérien : Michel Camdessus, directeur du Fonds Monétaire International, pour annoncer et justifier la dévaluation de la monnaie. Cette super banque, le FMI, venait d'imposer que le SMIG algérien descende d'un coup de 850 F français à 650F. Et toute une série d'économies était décidée sur le dos de la population, pour que l'Etat algérien puisse rembourser plus vite les emprunts et les intérêts des soi-disant "aides" financières de nos banquiers.

La BNP ou Bouygues plus riches grâce à leurs relations africaines, cela ne rend pas les travailleurs français plus forts. Cela rend seulement nos patrons plus forts, plus cyniques, plus durs.

Soutenir nos patrons, cela fait des générations que cela ne mène à rien. Il reste à remplacer cette voie par une autre, révolutionnaire : oublions les vieilles peurs, et voyons déjà dans le travailleur algérien que l'on côtoie un camarade possible, et pourquoi pas un frère.

N'ayons pas peur des mots : au regard du passé, c'est aux travailleurs français qu'il revient de faire le premier geste. Les vrais agresseurs, ce sont les riches et les puissants. "Travailleurs de tous les pays, unissons-nous".